

Communiqué de Presse

Impunity Watch est extrêmement inquiète des violences actuellement commises contre les manifestants, journalistes et défenseurs des droits de l'Homme au Burundi

Utrecht, Pays-Bas, 28 April 2015

Impunity Watch (IW), depuis son bureau des Pays Bas, est extrêmement inquiète par les violences qui s'abattent actuellement sur les manifestants au Burundi et condamne la violation par les autorités des droits légitimes des Burundais à la liberté de réunion et d'association. IW condamne l'attitude des autorités burundaises qui ciblent les médias indépendants et les défenseurs des Droits de l'Homme au Burundi, ce qui constitue une violation flagrante du droit à la liberté d'expression. IW note avec la plus grande inquiétude que les événements de ces derniers jours menacent la fragile stabilité du pays, y compris la capacité du pays à s'extraire de la culture de l'impunité qui sous-tend la crise actuelle et qui entrave une démocratisation véritable et une transformation post-conflit.

Contexte

Depuis la matinée du dimanche 26 avril 2015, la ville de Bujumbura connaît une violence qui n'a jamais été vue depuis la fin de la guerre civile. Un grand nombre de manifestants sont descendus dans les rues de la capitale en particulier dans les quartiers périphériques, suite à l'annonce de la candidature aux élections présidentielles du Président de la République actuel, Pierre Nkurunziza, désigné par le parti au pouvoir, le CNDD-FDD.

Les manifestants ont répondu à un appel des partis de l'opposition et de la société civile pour manifester contre un possible troisième mandat qu'ils jugent inconstitutionnel. Comme les Etats Unis¹ et le Royaume Uni² l'ont noté, la désignation de Pierre Nkurunziza représente une violation de la limite du nombre de mandats ancrée dans l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Burundi, signé à Arusha en 2000.

Violences dans Bujumbura

Impunity Watch observe que ce qui a débuté comme une marche pacifique et non-violente dans la matinée du dimanche 26 avril 2015 a tourné en des affrontements sanglants quand la police a réprimé la manifestation avec violence, notamment par des tirs à balles réelles et de grenades offensives. Dimanche soir au moins trois manifestants non-armés avaient été rapportés tués lors de ces affrontements.

Alors que davantage de personnes rejoignaient les manifestations lundi 27 avril, celles-ci continuent mardi 28 avril. IW condamne les manœuvres des autorités qui cherchent à réprimer toute voix contestataire, en visant en particulier les médias et les défenseurs des droits de l'Homme. Nous condamnons l'arrestation de l'activiste des droits de l'Homme respecté, Pierre Claver Mbonimpa (APRODH), relâché depuis, la suspension de la 'synergie des média', la fermeture de la Radio Publique Africaine, principale radio privée du pays, et les menaces persistantes qui pèsent sur les autres médias indépendants. IW souligne que toutes les radios indépendantes sont empêchées d'émettre dans le reste du pays au-delà de Bujumbura et ont également été interdites de couvrir en direct les manifestations.

Impunity Watch est profondément inquiète par la présence rapportée des *Imbonerakure*, la ligue des jeunes du parti CNDD-FDD, dans les rues de Bujumbura, notamment par les informations affirmant qu'ils ont reçu des uniformes de police afin de se joindre à la répression des manifestants. Des affrontements entre manifestants

¹ Communiqué de Presse, U.S. Embassy Greatly Concerned About the Events Occurred in Bujumbura on April 26, 27 avril 27, 2015. Disponible sur : <http://burundi.usembassy.gov/pr-042715.html>.

² Communiqué du Royaume-Uni sur le Burundi, UK calls for calm and urges President Nkurunziza to reconsider his candidature for upcoming presidential elections, 26 Avril 2015, Disponible sur: <https://www.gov.uk/government/world-location-news/uk-statement-on-burundi>.

et *Imbonerakure* ont été rapportés. Ces derniers semblent chercher activement l'élimination de dissidents politiques. Des informations inquiétantes provenant des quartiers confirment que des barrages de routes ont été érigés et que des groupes « d'autodéfense » ont été créés dans de nombreux quartiers afin de prévenir les avancées de certains éléments de la police et des *Imbonerakure* qui apparemment travaillent actuellement à l'unisson pour cibler des civils.

Une Culture de l'impunité

IW regrette profondément la décision des autorités de recourir à la violence et au déploiement des *Imbonerakure*³ pour réprimer toute contestation politique légitime. Le dédain flagrant des droits des Burundais et les violences commises contre les manifestants sont un exemple de la culture d'impunité qui règne au Burundi, en commençant par de nombreuses élites politiques du pays.

Nous exprimons notre plus grande inquiétude que les événements de ces derniers jours menaçant la fragile stabilité du Burundi, y compris la capacité du pays à se défaire de la culture de l'impunité qui sous-tend la crise actuelle et qui entrave une démocratisation effective et la transformation post-conflit. Comme les Etats Unis l'ont noté :

La répression violente de contestations et l'intimidation de citoyens qui ont le droit de manifester pacifiquement est inacceptable dans une nation qui désire renforcer sa transition démocratique depuis une société post-conflit. Les burundais ont travaillé durement pour atteindre la paix, la prospérité et la liberté d'expression depuis la signature de l'Accord d'Arusha, et leurs efforts ne doivent pas être vains.

Les autorités burundaises doivent mettre fin à la violence ; les acteurs internationaux ne doivent pas rester silencieux

- IW insiste auprès des autorités burundaises pour qu'elles respectent le droit de tous les burundais à manifester. Nous demandons aux autorités de s'assurer que la police exerce ses pouvoirs dans le respect de la loi, y compris en s'abstenant de recourir à la violence contre des civils non armés.
- Nous appelons les autorités à immédiatement contrôler les *Imbonerakure*, traduire en justice ses membres accusés d'intimidation, de violences et de meurtres, ainsi que d'assurer l'arrêt immédiat des répressions violentes.
- Nous appelons les autorités à ouvrir des enquêtes indépendantes et impartiales sur toutes les violences et assassinats commis durant la période pré-électorale, et rappelons aux personnes responsables de ces crimes qu'ils sont sujets à des poursuites pénales au niveau national et international.
- IW recommande avec insistance au CNDD-FDD de prêter attention aux revendications légitimes des citoyens burundais en reconsidérant sa décision de désigner Pierre Nkurunziza comme candidat aux prochaines élections présidentielles.
- A la communauté internationale, IW loue l'exemple donné par les Etats Unis et le Royaume Uni et appelle tous les membres de la communauté internationale concernés par le développement au Burundi à ne pas rester silencieux.
- IW exhorte la communauté internationale, en particulier les pays partenaires du gouvernement Burundais, à condamner avec la plus grande fermeté la violence actuelle et les attaques aux droits élémentaires des burundais en usant de leur influence pour assurer que les autorités mettent un terme aux violences de façon immédiate.
- Enfin, IW interpelle les acteurs qui travaillent avec les forces de sécurité, en particulier le gouvernement néerlandais et belge, de dénoncer publiquement toute utilisation démesurée de la force par la police et de publiquement exprimer leur soutien aux droits légitimes des burundais de jouir de leurs libertés fondamentales.

Utrecht, Pays-Bas, 28 avril 2015

³ Il doit être rappelé que le Haut-Commissaire des Nations Unies aux Droits de l'Homme a désigné les *Imbonerakure* comme une « milice » qui commet des violations des Droits de l'Homme en toute impunité lors de sa déclaration en conclusion de sa récente visite au Burundi.